

Du pain sur la planche

Feuille d'agitation anarchiste

Ni de leurs guerres ni de leur paix, attaquons tous les pouvoirs !

Mi-novembre des soldats de Daech massacrent 130 personnes et en blessent des dizaines d'autres à Paris. Ce terrible acte de guerre est une conséquence directe des opérations militaires menées à l'étranger par la France et ses alliés depuis des décennies, et ce dans l'indifférence la plus complète. En Syrie, en Irak, au Mali, en Centrafrique et au Kurdistan (...) ce sont des centaines de milliers de civils et de révoltés qui essuient bombardements, meurtres, tortures, viols ... exercés par les différentes forces en présence et leurs soldats. À la paix comme à la guerre, les États (démocratiques ou non) manient la violence et au besoin la terreur pour conquérir/exploiter des territoires, pacifier les populations qu'ils soumettent à leurs lois, et ce de façon quotidienne. Cette fois la guerre fait une irruption sur le sol français, et nous voilà tenus de resserrer les rangs autour de la soit-disant « communauté nationale ». L'État capitaliste voudrait nous faire croire que nous avons tous le même intérêt à ce que sa machine continue à fonctionner, quoiqu'il advienne. Dans ce monde à l'envers, continuer à consommer (de la marchandise, du divertissement...) « comme si de rien » deviendrait un acte de résistance : la meilleure réponse à donner à l'État Islamique. Quel foutage de gueule...

Il s'agit de nous présenter comme un mal nécessaire les multiples couches de kaki et de contrôle supplémentaires qui accompagnent l'état d'urgence et lui survivront sans doute. La militarisation des esprits vient compléter la militarisation des villes. La menace terroriste constitue une occasion de rendre acceptable aux yeux du plus grand nombre la coopération avec les flics (appels à délation qui tournent en boucle dans les transports, dans les médias, multiplication des « veilles citoyennes » et autres voisins vigilants etc...) et d'habituer chacun -pour un oui ou pour un non et par principe -à coopérer aux contrôles des uniformes de toutes sortes. Et ça fonctionne terriblement bien. Qui se souvient encore qu'il y a moins d'un mois l'entrée à la bibliothèque Alcazar, en centre ville de Marseille, se faisait « uniquement » en montrant le contenu de son sac aux vigiles ? (il y a tout à parier qu'avant les attentats de janvier et le début de l'opération Sentinelle il n'y avait pas de fouille des sacs mais «seulement» des portiques et des caméras). Maintenant pour entrer il

faut montrer son sac et se voir passer le long du corps un détecteur -nouveau joujou des vigiles qui n'ont de toutes manières pas le nécessaire pour affronter des personnes armées. L'objectif évident est d'humilier les individus forcés à respecter des règlements qui n'ont aucun sens. Cette série de moments où l'on est contraint d'abdiquer face à l'Autorité nous abîme, et c'est leur fonction principale. Casser les individus. Éloigner toujours plus l'idée même de révolte contre tout ce qui voudrait nous soumettre au quotidien. (sur quelle humiliation réagir quand on en a tellement acceptées?)

Sous couvert de lutte anti-terroriste, l'État exige toujours plus d'obéissance, de transparence, de traçabilité de la part de ses « sujets » ce qui de fait rend d'autant plus visibles les indésirables qui par choix et/ou nécessité ont recours à la débrouille, aux illégalismes de survie. Les pauvres, sans-pap, révoltés qui décident de ne pas se contenter des miettes de vie qu'il propose et de se confronter à son pouvoir. Sans surprise les flux (d'humains, de capitaux, de marchandises, de communication) sont l'objet d'une vigilance toute particulière ainsi que l'occasion d'expérimenter des nouveaux outils de surveillance. Parmi les derniers exemples en date : la disparition annoncée (à long terme) des paiements en espèces.



Jamais en reste, la SNCF, tristement connue pour sa collaboration aux arrestations/ expulsions de personnes sans-papiers, intensifie encore sa chasse aux fraudeurs en ajoutant à l'ensemble des moyens déjà déployés (flics à bords, contrôleurs habilités à fouiller les bagages...) des portiques comparables à ceux présents dans le métro. Ce nouveau dispositif est testé à Marseille Saint-

personnes à minuit devant la prison des Baumettes pour lancer pétards, feux d'artifice et crier notre solidarité envers les personnes incarcérées. (...) Liberté pour tous ! Détruisons toutes les prisons et cet horrible système qui les produit !»

À Pantin, fin décembre, un énième contrôle policier brutal vire à l'affrontement: les flics sont assaillis et caillassés pour empêcher une interpellation. Au quartier dans les jours qui suivent, tout le monde n'a pas perdu son temps en conférence de presse pour dénoncer les violences policières et l'injustice: une station Autolib' est incendiée, des poubelles crament, le commissariat est visé par des engins incendiaires, et la bleusaille se fait tirer dessus au mortier.

Contre les frontières et leurs collabos... Le 25 décembre, plusieurs centaines de migrants tentent de s'introduire sur le site d'Eurotunnel, près de Calais. Depuis l'automne ces affrontements se multiplient. Cette conflictualité présente à l'extérieur se retrouve à l'intérieur des centres de rétention administrative de toute l'Europe qui sont comme toutes les taules traversés d'actes de rébellion/ mutineries/ tentatives d'évasions... En septembre c'est le

CRA de Lyon qui fait les frais de la colère des détenus. Cette fois, la tension était montée suite au geste d'un détenu qui s'était entaillé le bras. L'incendie allumé dans un des couloirs a occasionné d'importants dégâts dans six

Charles et Paris Montparnasse. S'il ne rencontre aucun obstacle, il deviendra sans aucun doute la norme. Les transports sont plus que jamais un des endroits du territoire où le contrôle et les frontières se matérialisent, et c'est une des raisons pour lesquelles ils se font régulièrement attaquer*. Ces crapules développent en parallèle des offres « à bas coût » adressées aux « petits budgets » pourvus qu'ils ou elles soient munies de papiers d'identité, d'une carte bancaire, d'un mail et d'un téléphone portable...

Temps de tempête : l'étau se resserre et chacun fait face à ses responsabilités. Pour certains, toujours trop nombreux, la grisaille de la soumission et de la résignation est encore préférable à l'incertitude de la révolte. D'autres font le choix précis de devenir des figures (politiciennes, journalistes) ou des défenseurs de l'ordre existant, de l'État et de la propriété (flics, soldats, matrones, juges, vigiles, patronnes...). Ils et elles sont des rouages essentiels à ce monde de domination et d'exploitation. On leur souhaite de recevoir, à titre de médaille, les coups qu'ils et elles méritent. D'autres à l'inverse refusent de rentrer dans le rang et tentent de rester debout, de faire vivre des liens d'entraide/ de solidarité, se mettant en jeu pour leurs idées.

L'étau se resserre, les différentes forces réactionnaires/autoritaires (États, religions, fachos, nationalistes de tous poils) ont pris de la force et tentent de faire disparaître au fond même de nos cerveaux l'idée de subversion.

Aujourd'hui comme hier nous portons au cœur des désirs d'une liberté qui ne se laisse enrégimenter dans aucune armée, qui ne peut exister à l'ombre d'aucun drapeau, sous les ordres d'aucun pouvoir et doit donc les détruire tous, pour vivre enfin. Les temps sont durs mais nous sommes vivants, l'imaginaire révolutionnaire tend à disparaître mais il ne tient qu'à chacun de le nourrir, de le faire croître par les mots et par l'attaque directe de ce qui nous empêche d'être libre, ici et maintenant.

* SABOTER LE TRAIN TRAIN DE LA DOMINATION.

Le 30 novembre 2015, un quadruple incendie endommage les câbles de signalisation de la ligne à grande vitesse qui relie Paris et Bruxelles (région d'Ath, Belgique) une trentaine de trains à grande vitesse sont supprimés (Thalys, TGV, et Eurostar). Parmi les voyageurs contrariés figurait notamment le ministre français de l'Économie, Emmanuel Macron, qui a dû annuler son déplacement à Bruxelles où il devait participer à une réunion avec ses homologues européens....

cellules tandis que certains cassaient des vitres pour tenter de s'évader.

A Mulhouse fin octobre 2015 trois véhicules de la Croix Rouge (connue pour sa participation au parquage, au tri et à l'enfermement des personnes sans papiers) partent en fumée. Et toc!

Série de sabotages dans les Hautes Alpes. Automne 2015. Une filiale d'EDF, RTE (Réseau de Transport d'Électricité) a prévu de construire deux nouvelles lignes THT entre Gap et Briançon en Hautes-Alpes, de 225 000 volts chacune (avec possibilité d'augmentation jusqu'à 400 000 volts), soit 330 pylônes en pleine montagne. Le chantier ne se passe pas exactement comme prévu pour RTE, qui se plaint dans la presse que «Ces dernières semaines, des opposants ont multiplié les provocations et les actions irresponsables : dégradations sur des véhicules d'entreprises locales, incendies volontaires, blocages de voies, insultes contre les personnes travaillant sur les chantiers et provocations des forces de l'ordre, jusqu'au blocage de la RN94 à Châteauroux-les-Alpes ». Ce dernier blocage visait à empêcher le passage d'un convoi exceptionnel transportant des pièces destinées au chantier RTE.

De l'électricité dans l'air... À Toulouse, dans la nuit du 6 décembre, ce sont 5 voitures EDF qui partent en fumée... Un texte de revendication signé par «des cramés» dit «EDF est un des partenaires de la COP21. C'est également une entreprise d'État qui cherche à présenter le nucléaire comme une solution au problème du changement climatique. Le nucléaire c'est la mort, détruisons ses promoteurs ! »

Tout n'est pas si calme...

Ça chauffe à Orvault... Dans la nuit du 30 décembre 2015, des détenus de l'Établissement Pénitentiaire pour Mineurs (EPM, banlieue de Nantes) décident de s'en prendre à la zone : neuf cellules détruites par les flammes, quatre autres complètement saccagées, des matons qui se font insulter... Le 27 décembre et malheureusement sans succès, deux détenus avaient tenté de s'évader en escaladant le mur d'enceinte... on leur souhaite plus de réussite dans leur prochaine tentative! Les différents EPM ont connu de nombreuses révoltes depuis leur création. Il faut croire que même déguisés en « éducateur » un maton reste un maton.

Beau comme huit fourgons cellulaires qui flambent... (photo) Ça sentait le brûlé sur le parking de la maison d'arrêt d'Osny (Val d'Oise) dans la nuit du 12 au 13 décembre 2015, et pour cause... le feu a ravagé le parc de véhicules du Prej, le pôle de rattachement des escortes judiciaires. Le représentant d'un syndicat de maton, finaud, déclare dans la presse que l'incendie pourrait être en représailles d'un «incident» survenu la veille à la maison d'arrêt de Nanterre (Hauts-de-Seine)...À moins que ce ne soit «juste» une réponse à la torture qu'est la prison.



Un petit coucou des Baumettes (trouvé sur internet). «Pour cette soirée de nouvel an, on était une trentaine de

EUROMED, ETC... LA FÊTE N'EST PAS FINIE !

Déjà bien entamée, la restructuration de Marseille et sa région se poursuit à un train d'enfer. Profitant de la dynamique de Marseille-Provence 2013 en terme d'image, d'afflux de capitaux et de touristes, la mairie, la métropole, Euroméditerranée et l'Etat entendent bien continuer de cueillir les fruits juteux (mais néanmoins moisis) de la rénovation urbaine.

Euromed est parvenu à muséifier le quartier du Panier, à aseptiser le Vieux-Port, à transformer la Joliette et la rue de la République en déserts où seuls poussent l'ennui et la marchandise... Mais les investisseurs et les urbanistes ne sont jamais rassasiés et les pelleteuses avancent encore. Euromed 1 à peine passé, place à la seconde phase : déjà la Canebière, Noailles et la Plaine sont dans le viseur des aménageurs de territoire, toujours avec la même intention : adapter la ville aux besoins du profit et aux nécessités du contrôle.

Aussi les travaux annoncés se multiplient, pour n'en citer que quelques-uns : le Castel à la Joliette, l'hôtel de luxe à Noailles, la rénovation de la Plaine, le projet Smartseille dans le 15ème, et des pans de quartiers entiers vers le boulevard National, à Saint-Mauront et à Lodi. Et qui dit chantiers dit cohorte de charognards qui se pressent au banquet : la « bande des trois salopards » : Eiffage, Bouygues et Vinci, mais aussi Nexity et Icade, sous les bons offices de la Soleam, se partagent les parts du marché.

On peut citer un larkin quelconque de la mairie, qui emploie des termes très clairs à ce sujet : « Dans toutes les villes, on constate la même chose : une inversion de la spirale du déclin dès qu'un élément fort apparaît ». La spirale que les gestionnaires de nos vies comptent favoriser consiste à chasser les populations trop pauvres et/ou trop indisciplinées pour les confiner plus loin dans des zones délimitées, et à « amener d'autres populations » (comprendre au porte-feuille bien garni) dans le centre, selon un mécanisme déjà bien connu. Pour cela, la RTM, gestionnaire des transports à Marseille, collabore autant qu'elle peut, par exemple avec ses horaires qui se terminent assez tôt en soirée pour faire comprendre aux pauvres qu'il ne faut pas rester trop tard à zoner dans le centre-ville.

Mais qui dit chantiers dit aussi opération policière: les expulsions, les rafles, les arrestations vont de pair avec la rénovation, aussi rien d'étonnant à ce que la police municipale ajoute les armes à feu dans son arsenal, que les caméras de surveillance soient installées par centaines (et bientôt dotées de logiciels « intelligents ») pour dissuader les actes d'insoumission et faciliter le travail des condés. Rien d'étonnant à voir patrouiller des uniformes floqués de la mention « police de la propreté ». Rien d'étonnant non plus à ce que la rénovation des Baumettes soit l'un de ces grands chantiers en cours, ville et prison tendent en effet à se ressembler de plus en plus : dans l'une comme dans l'autre, les indésirables (de plus en plus nombreux au fil du temps) sont séparé-es, parqué-es, surveillé-es et enfermés-es, avec les matons d'un côté du mur, les flics et les militaires dans les rues, et la justice qui fait le tri, avec ses « aménagements de peine » qui étendent la toile du contrôle et de la punition : bracelets électroniques, contrôles judiciaires, assignation à résidence...

Rien de bien nouveau sous le soleil, car la ville a toujours été pensée, créée et transformée par les riches et les puissants, et pour leurs intérêts.

Plus encore, elle est parcourue par les rapports d'exploitation et de domination et les idéologies dont est tissée la société : racisme, sexisme, économie (formelle ou non), enfermement identitaire, communautaire, religieux... rapports qui sont à combattre au même titre que les structures physiques du pouvoir, les uns et les autres garantissant le maintien d'une certaine « paix », l'autre nom de la guerre aux (et souvent entre) pauvres. Hors de question de se réapproprier cette « prison sociale », de la cogérer ou de la laisser debout !

Mais qui a dit que nous devrions avoir des décideurs, des représentants au-dessus de la tête ? Et qui pense encore qu'il faille dialoguer avec eux, négocier la couleur et la longueur de nos chaînes, discuter des détails de la cage dans laquelle nous vivons ?

Contrer les petits et grands projets du pouvoir, repérer et saboter les sources d'alimentation (flux, transports, énergie..) qui sont nécessaires à toutes ces nuisances, bloquer de mille manières des travaux, semer le grain de sable qui enrayera la machine, mettre des bâtons dans les roues des constructeurs et des promoteurs, s'attaquer aux caméras, gêner et empêcher les opérations des flics chaque fois que c'est possible, autant de propositions qu'il est possible de partager et de mettre en pratique de façon autonome.

Et en chemin, répandre les désirs de liberté, contre cet univers de flics, de fric et de barbelés.

« Y A PERSONNE QUI T'APPARTIENT! » (ET PAF, LE PATRIARCHE)

Un matin, quelque part dans Marseille... Un type, la soixantaine, traîne derrière lui trois enfants dont une petite fille en pleurs. Elle se justifie, hoquette. Il l'accuse, l'humilie, la menace. Lui dit qu' « elle n'est pas sage », qu'il va la renvoyer chez elle, lui mettre une fessée. Il se répète, assis sur son piédestal, sa légitimité puante de patriarche. Celui qui, il n'y a pas si longtemps encore, avait le droit de vie ou de mort sur sa descendance. Autour personne ne bouge. Il n'y a pas grand monde pour réagir face à la violence « ordinaire » dont sont tissés les rapports sociaux (racisme, sexisme/homophobie, violence d'État...). Toute celle (viols/incestes/coups, etc etc etc) qui s'exerce au sein de la sphère familiale (homme/femme, parents/enfants) est franchement taboue. Il paraît que les « histoires de couple » ne concernent personne d'autre. Il paraît que c'est aux parents SEULES de décider de l'éducation de leurs enfants (comprendre : leur propriété) et que les seules personnes extérieures habilitées à intervenir seraient les uniformes. Mais c'est quoi ces conneries ? C'est de la violence, de l'humiliation en barre, ce qu'il est en train de lui faire vivre. Au yeux de tousTES ces passantEs , elle doit être trop insignifiante pour être considérée. Cinq ans et demie : presque rien dans ce monde pensé par et pour les adultes : une individualité de plus à soumettre pour en faire un petit clone docile. Et quoi de mieux, avant de la formater, que de l'empêcher de prendre confiance dans son intelligence et son autonomie? Ce patriarche est tombé sur un os. Au milieu de l'indifférence générale deux passantEs sont venues entraver le cours tranquille de sa domination. Certaines personnes refusent de déléguer ce qui les concerne aux uniformes et cette fois-ci la solidarité ne s'est pas faite entre adultes. Il y a fort à parier qu'il se sente un peu moins à l'aise à l'avenir, celui-là. « Patriarche de merde ! »

À celles et ceux qui en doutent, MÊME à cinq ans et demie ça avait l'air bon d'être prise en compte, d'entendre quelqu'un dire que rien ne justifiait « ça », que personne ne devait lui donner d'ordres, ni lui parler mal. Ni prof, ni (grand) parents. Et surtout que le statut d'enfant s'arrête, un jour, qu'il y a un temps d'après et qu'elle dessinera, elle. À moins qu'elle ne décide, sans attendre jusque-là, de se rebeller contre ceux qui voudraient la dresser... ?

ÉDUCUER C'EST TOUJOURS FORMATER : SABOTONS/ DÉSERTONS LA MACHINE À TRANSFORMER DES MÔMES EN GARÇONS OU EN FILLES, À (RE)PRODUIRE DES CITOYENNÉS, CONSOMMATRICES ET TRAVAILLEURS.

A PROPOS DE BOUES ROUGES ET AUTRES NUISANCES

Fin décembre, à travers un arrêté préfectoral, le gouvernement a autorisé pour six ans de plus le rejet en mer Méditerranée des résidus de bauxite produits par l'usine d'alumine Alteo de Gardanne.



Concrètement, ce sont des millions de tonnes de métaux lourds (arsenic, mercure, fer...) et de soude qui sont déversés au large de Cassis dans une fosse sous-marine, à travers un conduit long de 50 kilomètres, cela en plus des sites de stockage à ciel ouvert déjà présents depuis des décennies autour de l'usine, à Bouc-Bel-Air notamment, et dont les poussières toxiques vont se répandre aux quatre vents. On repense spontanément à l'effondrement d'un bassin de rétention de boues rouges en Hongrie en 2010, qui avait fait une dizaine de morts et plus de cent blessés, en plus de la pollution des sols et des eaux dans un large périmètre...Comble du cynisme, Alteo entend bien rentabiliser ces déchets, sous forme de « bauxaline », matériau utilisé dans la construction.

Le tout avec la bénédiction du maire de Gardanne, élu PCF (ce parti aux mains sales, par ailleurs fervent défenseur du nucléaire, et dernièrement signataire de la loi sur l'état d'urgence), et avec un argumentaire qu'on pourrait résumer ainsi : « L'écologie, l'écologie, d'accord, mais l'emploi avant tout ! ». Un argumentaire largement repris parmi les quelques 500 employés du site, peur du chômage aidant. Un condensé de ce qu'est l'horreur économique, tant en matière d'exploitation que de dévastation de l'environnement ; celle-ci s'aggravant à mesure que le capitalisme se dote de moyens technologiques et industriels pour maximiser le profit.

C'est au travers de détails comme celui-ci qu'on mesure l'ampleur du bourrage de crâne qu'on nous sert quotidiennement, sous le nom de « marche vers le progrès », de capitalisme vert, et dont le dernier épisode s'intitule COP21. Un mensonge de plus, destiné à rendre le désastre acceptable (et durable), et à faire croire qu'on peut vivre libres au sein de la poubelle des mondes, à déguster un yaourt bio avec l'esprit serein, quand bien même nous sommes plongés jusqu'au cou dans les décombres industriels, sa radioactivité diffuse et ses cancers de masse. A produire, respirer, bouffer de la merde.

Et surtout, brave citoyen-ne, promeneur-se à tes rares heures de loisir, ne va pas jeter un mouchoir usagé dans ces magnifiques calanques, oasis de nature que papa l'État prend tant de peine à préserver (lire « valoriser ») pour que la carte postale continue de faire envie. Le tout dans une région saturée de structures exhalant le parfum de la mort, de Fos-sur-Mer à la vallée du Rhône, de Berre-l'Etang à Cadarache. Mais de quelle « nature » parle-t-on exactement ?

Il y aurait tant à dire encore, mais la nausée n'est pas loin. Gardons nos forces pour combattre cette société si radieuse.

tant qu'ils joueront avec nos vies...



...qu'ils se méfient de nos sourires !